



## **Commission paritaire de l'industrie et du commerce du diamant**

***Convention collective de travail du 29 avril 2002 portant coordination de certaines dispositions relatives à certaines conditions de travail dans l'industrie et le commerce du diamant***

### **Chapitre Ier - Dispositions préliminaires**

#### Article 1<sup>er</sup>

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du diamant.

#### Article 2

Pour l'application de la présente convention collective de travail, on entend par travailleur:

- les ouvriers et ouvrières;
- les employés techniques (m/f);
- les travailleurs (m/f) liés par un contrat d'apprentissage particulier, engagé sous la supervision de la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du diamant;
- les travailleurs (m/f) liés par un contrat de formation professionnelle complémentaire, engagé sous la supervision de la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du diamant.

#### Article 3

§ 1<sup>er</sup>. Pour l'application de la présente convention collective de travail, est censé appartenir à la «*grofbranche*» le travail des diamants de 0,75 carat poids brut par pièce ou plus grands.

§ 2. Pour l'application de la présente convention collective de travail, est censé appartenir à la «*kleinbranche*» le travail des diamants de moins de 0,75 carat poids brut par pièce.

### **Chapitre II - Répartition des activités**

#### Article 4

Les activités sont réparties comme suit:

- A. *grofbranche*: taille, débrutage et sertissage de diamant  
examinateur du diamant-spécialiste  
examinateur du diamant de première classe
- B. sciage du diamant  
marquage du diamant  
clivage du diamant
- C. *kleinbranche*: taille, débrutage et sertissage de diamant  
triaje de diamant  
sertissage de pièces planes, sertissages pour coquille lumineuse  
examinateur du diamant de deuxième classe  
travail de pierres précieuses colorées  
sertissage pour sciage.

#### Article 5

Le salaire minimum de l'examinateur du diamant-spécialiste est le salaire minimum de l'examinateur du diamant de première classe, majoré de dix pour cent.

NEERLEGGING-DÉPOT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.
97-V-8002	17-09-2002	63920   Col 324

### Article 6

Le salaire minimum pour les autres activités, soit celles qui ne sont pas mentionnées à l'article 4, A, B ou C, de la présente convention collective de travail, mais pour lesquelles l'employeur ressortit à la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du diamant, est au moins égal au salaire minimum fixé pour la *kleinbranche*.

### **Chapitre III - Salaires minima**

#### Article 7

Les salaires minima des mineurs d'âge sont fixés aux pourcentages mentionnés ci-après des salaires des majeurs de la catégorie à laquelle ils appartiennent :

- 15 ans : 45 %
- 16 ans : 55 %
- 17 ans : 65 %
- 18 ans : 75 %
- 19 et 20 ans : 90 %.

#### Article 8

Pour les activités prévues à l'article 4, A, de la présente convention collective de travail, les salaires minima (indice-pivot 109,45) sont fixés comme suit à partir du 4 mars 2002:

Âge	Salaire hebdomadaire EUR	Salaire journalier EUR
15 ans	165,40	33,08
16 ans	202,20	40,44
17 ans	238,90	47,78
18 ans	275,70	55,14
19-20 ans	330,80	66,16
À partir de 21 ans	367,50	73,50

#### Article 9

Pour les activités prévues à l'article 4, B, de la présente convention collective de travail, les salaires minima (indice-pivot 109,45) sont fixés comme suit à partir du 4 mars 2002:

Âge	Salaire hebdomadaire EUR	Salaire journalier EUR
15 ans	152,70	30,54
16 ans	186,60	37,32
17 ans	220,50	44,10
18 ans	254,40	50,88
19-20 ans	305,30	61,06
À partir de 21 ans	339,20	67,84

### Article 10

Pour les activités prévues à l'article 4, C, de la présente convention collective de travail, les salaires minima (indice-pivot 109,45) sont fixés comme suit à partir du 4 mars 2002:

Âge	Salaire hebdomadaire EUR	Salaire journalier EUR
15 ans	151,20	30,24
16 ans	184,80	36,96
17 ans	218,40	43,68
18 ans	252,00	50,40
19-20 ans	302,40	60,48
À partir de 21 ans	335,90	67,18

### Article 11

En application de l'article 3 de la convention collective de travail du 25 mars 1982, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du diamant, réglant les cotisations de sécurité sociale relatives aux journées de repos compensatoires dans l'industrie du diamant et modifiant les statuts du Fonds pour l'industrie diamantaire, rendue obligatoire par arrêté royal du 8 septembre 1982, les salaires bruts sont déclarés à 110% pour la déclaration et le paiement des cotisations à la Caisse nationale de vacances pour l'industrie diamantaire.

## **Chapitre IV - Liaison des salaires à l'évolution de l'indice des prix à la consommation**

### Article 12

Sans préjudice des dispositions légales, les salaires fixés aux articles ci-dessus et les salaires réels sont liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, selon un mécanisme identique à celui qui s'applique aux cotisations sociales.

Chaque fois que l'indice a augmenté ou diminué de 2 pour cent, les salaires en vigueur sont augmentés ou diminués d'un montant au moins égal à 2 pour cent des salaires en vigueur pour la *grofbranche*, visés à l'article 9.

Les salaires minima hebdomadaires sont arrondis:

- en EUR: à la dizaine d'eurocents supérieure.

L'adaptation des salaires se fait à partir du premier lundi suivant la publication au Moniteur belge de l'indice donnant lieu à l'adaptation.

Pour l'application des dispositions susmentionnées, le tableau suivant est établi:

Ancien	Indice-pivot	Salaires
121,92	Nouveau	
	101,12	100%
	103,14	102%
	105,20	104,04 %
	107,30	106,12 %
	109,45	108,24 %



Etc.

Etc.

Ce tableau a été adapté à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1998, en application de la convention collective de travail n° 67 du 29 janvier 1998, conclue au Conseil national du travail.

## **Chapitre V - Dispositions spéciales en matière de salaires**

### Section 1re. Travailleurs à capacité de travail réduite ou limitée

#### Article 13

Lorsqu'un ouvrier ou une ouvrière se trouve dans l'impossibilité de travailler une journée entière pour des raisons de santé, et quand, sur l'avis du conseiller médical de la mutuelle concernée, une reprise partielle du travail est autorisée, la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du diamant peut, à la demande de l'intéressé, octroyer une dérogation aux dispositions relatives au salaire par jour de travail indivisible.

La commission paritaire fixe les heures d'occupation et la période de dérogation, qui ne peut dépasser un an; cette période est renouvelable à la demande de l'intéressé et après avis du conseiller médical susmentionné, chaque fois pour un an maximum.

### Section 2. Travailleurs liés par un contrat d'apprentissage particulier

#### Article 14

Il peut être dérogé aux dispositions en matière de salaire par jour de travail indivisible en ce qui concerne les contrats d'apprentissage particuliers, conclus en application de la convention collective de travail du 30 juin 1983 concernant l'instauration d'un système de contrats d'apprentissage particuliers, comme modifiée par des conventions collectives de travail ultérieures, et approuvés par la commission paritaire ou par la commission instaurée par la commission paritaire.

### Section 3. Travailleurs liés par un contrat de formation professionnelle complémentaire

#### Article 15

Il peut être dérogé aux dispositions en matière de salaire par jour de travail indivisible en ce qui concerne les contrats de formation professionnelle complémentaire, conclus en application de la convention collective de travail du 10 juin 1989 concernant l'instauration d'un système de contrats de formation professionnelle complémentaires, comme modifiée par des conventions collectives de travail ultérieures, et approuvés par la commission paritaire ou par la commission instaurée par la commission paritaire.

### Section 4. Travailleurs occupés à temps partiel

#### Article 16

Il peut être dérogé aux dispositions en matière de salaire par jour de travail indivisible par convention collective de travail rendue obligatoire par arrêté royal.

#### Article 17

Il peut être dérogé aux dispositions en matière de salaire par jour de travail indivisible pour ce qui concerne les travailleurs occupés à temps partiel en application de la convention collective de travail du 4 décembre 1997 relative au travail à temps partiel dans l'industrie et le commerce du diamant.

### Section 5. Fixation des salaires horaires

#### Article 18

En cas de dérogation à une disposition fixée par la présente convention collective de travail en matière de salaire par jour indivisible, le salaire horaire est calculé en divisant le salaire hebdomadaire par 39 heures.



## **Chapitre VI—Dispositions transitoires**

### Article 19

Les salaires à la pièce pour tailleurs de diamant sont basés sur le poids du diamant taillé.

### Article 20

Pour chaque lot de diamants, le bordereau du lot doit mentionner: le nombre de pièces, le poids et le prix convenu pour le travail par pièce entre l'employeur et l'ouvrier ou l'ouvrière.

Le lot doit être pesé en présence de l'ouvrier ou de l'ouvrière, à sa demande.

## **Chapitre VII—Dispositions finales**

### Article 21

La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 16 novembre 1978, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du diamant , fixant certaines conditions de travail, rendue obligatoire par arrêté royal du 5 juin 1979, comme modifiée par des conventions collectives de travail ultérieures.

### Article 22

La présente convention collective de travail prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002. Elle est conclue pour une durée indéterminée et ne peut être dénoncée que par une décision unanime de la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du diamant.



U

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST  
VAN 29 april 2002 HOUDENDE COORDINATIE VAN SOMMIGE  
BEPALINGEN BETREFFENDE SOMMIGE ARBEIDSVOORWAARDEN IN DE  
DIAMANTNIJVERHEID EN -HANDEL.**

**Hoofdstuk I - Inleidende bepalingen.**

**Artikel 1.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers die ressorteren onder het Paritair comité voor de diamantnijverheid en -handel.

**Artikel 2.** Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt begrepen onder werknemer:

- de werklieden en werksters;
- de technische bedienden (m/v);
- de arbeidskrachten (m/v) die verbonden zijn door een bijzondere scholingsovereenkomst, aangegaan onder toezicht van het Paritair comité voor de diamantnijverheid en -handel;
- de arbeidskrachten (m/v) die verbonden zijn door een aanvullende scholingsovereenkomst, aangegaan onder toezicht van het Paritair comité voor de diamantnijverheid en -handel.

Artikel 3. § 1 Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst, wordt geacht te behoren tot de "grofbranche", het bewerken van diamanten van 0,75 karaat, ruw gewicht per stuk of groter.

§ 2 Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst, wordt geacht te behoren tot de "kleinbranche", het bewerken van diamanten van minder dan 0,75 karaat, ruw gewicht per stuk.

**Hoofdstuk II - Indeling van de activiteiten.**

**Artikel 4.** De activiteiten zijn als volgt ingedeeld:

A. grofbranche: slijpen, snijden en verstellen van diamant  
diamantkeurder-specialist  
diamantkeurder eerste klasse

B zagen van diamant  
tekenen van diamant  
kloven van diamant

NEERLEGGING-DÉPOT | REGISTR.-ENREGISTR.

27-05-2002

17-09-2002

NR.

Nº

6392016324

- C kleinbranche: slijpen, snijden en verstellen van diamant  
 sorteren van diamant  
 verstellen van platte goederen, verstellen van lichtjesdop  
 diamantkeurder tweede klasse  
 bewerken van gekleurde stenen  
 zaagverstellen

**Artikel 5.** Het minimumloon van de diamantkeurder-specialist, is het minimumloon van de diamantkeurder eerste klasse, verhoogd met tien procent.

**Artikel 6.** Het minimumloon voor andere activiteiten, zijnde welke niet vermeld zijn onder artikel 4 A, B of C, van deze collectieve arbeidsovereenkomst, maar waarvoor de betrokken werkgever **ressorteert** onder het **Paritair comité voor de diamantnijverheid en -handel**, is minstens het minimumloon dat voor de "kleinbranche" is vastgesteld.

### **Hoofdstuk III - Minimumlonen.**

**Artikel 7.** De minimumlonen van de minderjarigen worden vastgesteld op de hierna vermelde percentages van het loon van de meerderjarigen van de categorie waartoe zij behoren:

15 jaar	:	45 pct
16 jaar	:	55 pct
17 jaar	:	65 pct
18 jaar	:	75 pct
19 en 20 jaar	:	90 pct

**Artikel 8.** Voor de activiteiten zoals vermeld in artikel 4 A van deze collectieve arbeidsovereenkomst, zijn de minimumlonen (spilindex 109,45) vanaf 4 maart 2002 **alsvolgt** vastgesteld:

leeftijd	weekloon EUR	dagloon EUR
15jaar	165,40	33,08
16 jaar	202,20	40,44
17jaar	238,90	47,78
18 jaar	275,70	55,14
19-20jaar	330,80	66,16
vanaf 21 jaar	367,50	73,50

**Artikel 9.** Voor de activiteiten zoals vermeld in artikel 4 B van deze collectieve arbeidsovereenkomst, zijn de minimumlonen (spilindex 109,45) vanaf 4 maart 2002 **alsvolgt** vastgesteld:

M

leeftijd	weekloon EUR	dagloon EUR
15jaar	152,70	30,54
16jaar	186,60	37,32
17jaar	220,50	44,10
18jaar	254,40	50,88
19-20jaar	305,30	61,06
vanaf 21 jaar	339,20	67,84

**Artikel 10.** Voor de activiteiten zoals vermeld in artikel 4 C van deze collectieve arbeidsovereenkomst, zijn de minimumlonen (spilindex 109,45) vanaf 4 maart 2002 als volgt vastgesteld:

leeftijd	weekloon EUR	dagloon EUR
15jaar	151,20	30,24
16jaar	184,80	36,96
17jaar	218,40	43,68
18jaar	252,00	50,40
19-20jaar	302,40	60,48
vanaf 21 jaar	335,90	67,18

**Artikel 11.** In toepassing van artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 maart 1982, gesloten in het Paritair comité voor de diamantnijverheid en –handel, tot regeling van de sociale zekerheidsafdrachten in verband met de compenserende rustdagen in de diamantnijverheid en tot wijziging van de statuten van het "Fonds voor de diamantnijverheid", algemeen verbindend verklaard bij het koninklijk besluit van 8 september 1982, worden, voor de aangifte en de betaling van de bijdragen aan de "Rijksverlofkas voor de diamantnijverheid", de bruto-lonen aan 110procent aangegeven.

#### **Hoofdstuk IV - Koppeling van de lonen aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen.**

**Artikel 12.** Onverminderd de wettelijke bepalingen, worden de bij de voorgaande artikelen vastgestelde en de werkelijk betaalde lonen gekoppeld aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen, volgens een identiek mechanisme als hetwelk dat van toepassing is op de sociale uitkeringen.

Telkens wanneer het indexcijfer met 2 procent is gestegen of gedaald, worden de van kracht zijnde lonen verhoogd of verlaagd met een bedrag dat ten minste gelijk is aan 2 procent van de van kracht zijnde lonen voor de "grootbranche"bedoeld in artikel 9.

De minimum weeklonen worden afgerond naar:

- in EUR: de hogere tien eurocent.

De aanpassing van de lonen geschiedt vanaf de eerste maandag welke volgt op de bekendmaking in het "Belgisch Staatsblad" van het indexcijfer dat tot de aanpassing aanleiding geeft.

Bij toepassing van de bovenvermelde bepalingen wordt volgende tabel opgemaakt:

Oud	Spilindex nieuw	lonen
121,92	101,12	100 procent
	103,14	102 procent
	105,20	104,04 procent
	107,30	106,12 procent
	109,45	108,24 procent
	enz.	enz.

Deze tabel werd met ingang van 1 januari 1998 aangepast, bij toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 67 van 29 januari 1998, gesloten in de Nationale Arbeidsraad.

## **Hoofdstuk V - Bijzondere regelingen inzake de lonen.**

### **Sectie 1. Werknemers met een verminderde of beperkte arbeidsgeschiktheid.**

**Artikel 13.** Wanneer een werkman of werkster wegens gezondheidsredenen in de onmogelijkheid verkeren een volledige dag te werken en wanneer, op advies van de medische adviseur van de betrokken mutualiteit, een gedeeltelijke werkervatting wordt toegestaan, kan het Paritair comité voor de diamantnijverheid en -handel, op verzoek van de belanghebbende, afwijking toestaan van de bepalingen betreffende het loon per onverdeelbare werkdag.

Het Paritair comité bepaalt de uren van tewerkstelling en de periode van de afwijking welke niet langer mag zijn dan één jaar; deze periode is hernieuwbaar op verzoek van de betrokkenen en na advies van de hoger bedoelde medische adviseur, telkens voor maximum één jaar.

### **Sectie 2. Arbeidskrachten met een bijzondere scholingsovereenkomst.**

**Artikel 14.** Van de bepalingen inzake loon per onverdeelbare werkdag kan afgeweken worden voor wat betreft de bijzondere scholingsovereenkomsten, afgesloten in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 1983 tot invoering van een stelsel van bijzondere scholingsovereenkomsten, zoals gewijzigd bij latere collectieve arbeidsovereenkomsten, die door het Paritair comité of door de door het Paritair comité aangestelde commissie zijn goedgekeurd.

M

### Sectie 3. Arbeidskrachten met een aanvullende scholingsovereenkomst.

**Artikel 15.** Van de bepalingen inzake loon per onverdeelbare werkdag kan afgeweken worden voor wat betreft de aanvullende scholingsovereenkomsten, afgesloten in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 juli 1989 betreffende de invoering van een stelsel van aanvullende scholingsovereenkomsten in de diamantnijverheid, zoals gewijzigd bij latere collectieve arbeidsovereenkomsten, die door het Paritair comité of door de door het Paritair comité aangestelde commissie zijn goedgekeurd.

### Sectie 4. Werknemers die deeltijds tewerkgesteld zijn.

**Artikel 16.** Van de bepalingen inzake het loon per onverdeelbare dag kan afgeweken worden bij een bij koninklijk besluit algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst.

**Artikel 17.** Van de bepalingen inzake het loon per onverdeelbare dag kan afgeweken worden voor wat betreft werknemers die deeltijds tewerkgesteld worden in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 december 1997 betreffende deeltijdarbeid in de diamantnijverheid en -handel.

### Sectie 5. Bepaling uurlonen.

**Artikel 18.** In geval van afwijking van de in deze C.A.O. vastgestelde bepaling inzake het loon per onverdeelbare dag, wordt het uurloon berekend door het weekloon te delen door 39 uur.

### Hoofdstuk VI - Overgangsbepalingen.

**Artikel 19.** De stuklonen voor slijpers zijn op het gewicht van de gesneden diamant gebaseerd.

**Artikel 20.** Voor elke partij diamant moet het partijbriefje vermelden : het aantal stuks, het gewicht en de tussen de werkgever en werkman of werkster voor de bewerking per stuk overeengekomen prijs.

De partij moet op verzoek van de werkman en werkster in hun bijzijn worden gewogen.

### Hoofdstuk VII - Slotbepalingen.

**Artikel 21.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 november 1978, gesloten in het Paritair comité voor de diamantnijverheid en -handel, tot vaststelling van sommige arbeidsvoorwaarden, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 5 juni 1979, zoals gewijzigd bij latere collectieve arbeidsovereenkomsten.

U

**Artikel 22.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2002. Zij is gesloten voor onbepaalde tijd en kan slechts worden opgezegd door een eenparige beslissing van het Paritair comité voor de diamantnijverheid en -handel.